



Communiqué de l'Union Départementale CGT 13

Investissons dans la Paix et l'Unité entre les Peuples !

Pour la CGT 13, jamais rien ne justifiera le choix des armes et du sang. L'Ukraine, la Syrie, le Yémen, la Palestine, le Kurdistan, l'Arménie sont autant de pays transformés en champs de ruines par des gouvernements capitalistes aux mains d'oligarques, de financiers et de marchands d'armes. Après les gilets jaunes et la pandémie de COVID-19, le gouvernement français utilise à nouveau la stratégie du choc pour museler toute opposition à la logique guerrière de la France et ses alliés de l'UE et de l'OTAN.

Les valeurs humanistes et pacifistes qui traversent nos luttes sont, plus que jamais, d'actualité. L'Union Européenne annonce un nouveau paquet de 1,2 milliards d'€ de financement de guerre à l'Ukraine, les profits pleuvent sur les marchands d'armes, l'action Thalès prenant 30% en 3 semaines... nous dénonçons cette surenchère militariste, au seul profit de financiers, bien éloignés de la macabre réalité qu'ils provoquent.

La guerre, c'est le jeu d'une élite financière qui défend ses intérêts au détriment des besoins des Peuples. La menace d'un embargo sur les produits pétroliers et gaziers russes pousse la finance mondiale à se diriger vers les marchés d'Amérique du Nord et du Sud. Quel est le prix à payer lorsque les cours du pétrole atteignent 139 dollars le baril ? Comment accepter l'explosion des tarifs à la pompe alors que pleuvent les milliards pour les actionnaires des géants pétroliers EXXONMOBIL, ENI, SHELL, BP, TOTAL... ?

Faibles stocks mondiaux, augmentation du coût de l'énergie, forte demande... le prix du blé a dépassé les 300 €/t. La guerre en Ukraine, cinquième producteur mondial de blé, laisse envisager un nouveau boom du coût des denrées alimentaires. Quel sera le prix à payer pour les salariés de l'entreprise d'engrais YARA, obligée de réduire sa production en Italie et en France, dans son usine du Havre, du fait de l'augmentation des prix du gaz ? Quel sera le prix des sanctions sur la Russie et la Biélorussie qui représentent à elles deux 80 % des exportations d'engrais du continent Européen ? Alors que le CAC 40 enregistre 137 milliards d'€ de profits et que les sanctions contre la Russie ont démontré qu'on peut retracer efficacement les évadés fiscaux et geler les avoirs des grandes fortunes, la seule réponse du gouvernement est celle du « Quoi qu'il en coûte ».

L'argent existe et doit être investi dans la réponse aux besoins des Peuples. Aucune « Union sacrée » ne justifiera la destruction de nos conquêtes sociales. Hier, comme aujourd'hui, nous combattons toute nouvelle remise en cause de notre retraite par répartition, partie intégrante de notre Sécurité Sociale. La Paix, le désarmement et une juste répartition des richesses sont les grands absents des débats politiques actuels, sauf pour réitérer l'appartenance à L'OTAN, la nécessité d'augmenter le budget de guerre et pousser les plus précaires à baisser leur chauffage.

Nos combats pour la réindustrialisation de notre pays, la défense de notre modèle social et ses valeurs de solidarité, sont le ciment d'une société nouvelle répondant aux besoins du plus grand nombre et non à l'avidité d'une classe, qui pousse à l'affrontement sur les marchés financiers et les champs de bataille. Plus que jamais, rappelons que la guerre ce sont les Peuples qui la subissent, entraînant morts, destructions, injustices, humiliations et chaos !

Pas de Paix sans progrès social ! Tous en grève et en lutte les 17, 18, 24 et 31 mars !

Marseille, le 15 mars 2022